



Cadre Harmonisé d'analyse et d'identification des zones à risque et des populations en insécurité alimentaire au Sahel et en Afrique de l'Ouest (CH) – Analyse régionale de la situation de l'insécurité alimentaire aiguë – Situation courante (Octobre-Décembre 2016) et projetée (juin-août 2017)

L'essentiel



La consommation alimentaire :

globalement satisfaisante sauf dans le bassin du Lac Tchad, au Sénégal, et au Nord-Mali où elle pourrait fortement se dégrader.



l'évolution des moyens

d'existence :

sont durables et protégées, toutefois ils demeurent érodés dans les zones en conflits dans le bassin du Lac Tchad et au Nord Mali.



la situation nutritionnelle :

reste préoccupante dans l'ensemble eut égard aux prévalences de la MAG au-dessus du seuil d'alerte dans plusieurs régions au Mali, au Niger, au Nigéria, au Tchad et au Burkina Faso et au-dessus du seuil d'urgence au Tchad et au Nord-Est Nigéria.



Mortalité

Les données de mortalité dans les camps dans le Nord-Est Nigéria sont très préoccupantes et appellent une réponse immédiate.

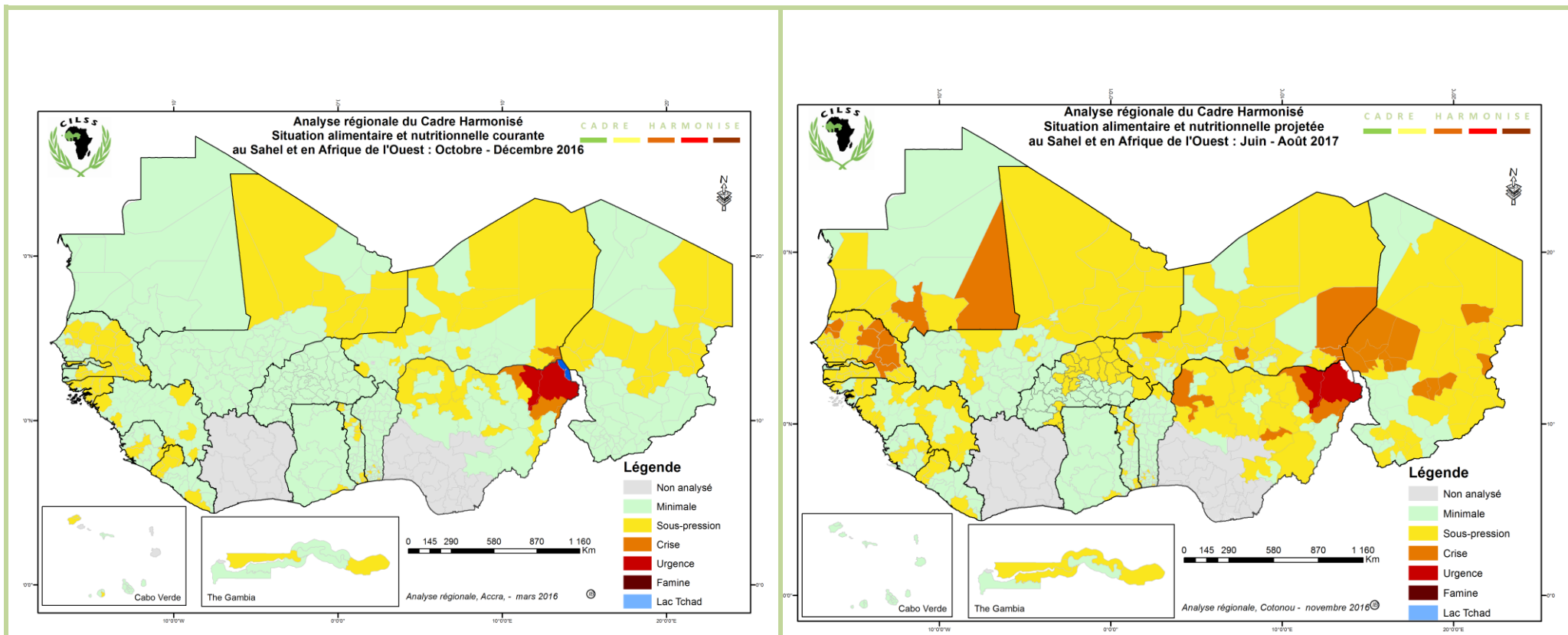
L'essentiel

La campagne agricole 2016-2017 a été globalement satisfaisante avec des productions supérieures à la moyenne quinquennale. Les productions céréalières attendues sont en hausse de 15,5% par rapport à la moyenne quinquennale et celles des tubercules en hausse de 14,9%. Toutefois, des baisses de productions céréalières ont été enregistrées en Sierra Leone, en Gambie et au Liberia.

Les conditions d'alimentation et d'abreuvement du bétail sont moyennes à bonnes malgré des baisses de productions fourragères enregistrées localement au Niger, au Mali, en Mauritanie et au Tchad. Les mouvements de transhumance seront normaux sauf dans ces zones de déficits fourragers et celles affectées par les conflits, notamment, le bassin du Lac Tchad et le nord du Mali.

Le fonctionnement des marchés est satisfaisant, excepté dans le bassin du lac Tchad à cause de l'insécurité civile. Les prix des cultures de rentes sont en légère baisse par rapport à la moyenne des cinq dernières années. Sur les marchés à bétail, les prix des bovins et des petits ruminants sont stables ou en hausse par rapport à la moyenne quinquennale à l'Ouest de la Région entre le Sénégal et la Côte d'Ivoire. Cela peut être en faveur des bonnes disponibilités alimentaires, conditions pastorales favorables et de l'importance de la demande. Par contre, ils sont en baisse à l'Est dans la zone influencée par la baisse de la demande issue du Nigeria. La dépréciation des monnaies, au Nigeria, au Liberia, en Sierra Leone et au Ghana et l'insécurité civile autour du Lac Tchad et au Nord Mali constituent les principaux facteurs qui affectent les prix et les flux entre les pays. Dans le bassin Est, cette situation a occasionné une inversion des flux de bétail, de la volaille et de l'oignon et autres cultures de rente entre le Nigeria et le Niger.

La situation alimentaire et nutritionnelle est satisfaisante mais reste préoccupante dans le bassin du Lac Tchad et au Nord du Mali du fait de la persistance de l'insécurité civile. Elle est également impactée par la situation sécuritaire en Libye et en République centrafricaine. A cela s'ajoute la dégradation des conditions de vie des populations réfugiées, déplacées internes ainsi que des populations hôtes, surtout dans les zones d'accueil et celles qui sont inaccessibles aux programmes humanitaires.



Phase 1 Minimale	Phase 2 Sous pression	Phase 3 Crise	Phase 4 Urgence	Phase 5 Famine
Au moins quatre ménages sur cinq sont capables de couvrir leurs besoins alimentaires et non alimentaires sans recourir à des stratégies d'adaptation inhabituelles, ni dépendre de l'aide humanitaire.	Même avec l'aide humanitaire, au moins un ménage sur cinq dans la zone se trouve dans la situation suivante ou pire : une consommation alimentaire réduite et d'adéquation minimale mais incapacité de se permettre certaines dépenses non alimentaires essentielles sans s'engager dans des stratégies d'adaptation irréversibles.	Même avec l'aide humanitaire, au moins un ménage sur cinq dans la zone se trouve dans la situation suivante ou pire : des déficits alimentaires considérables et malnutrition aiguë à des taux élevés ou supérieurs à la normale ; ou marginalement capable de couvrir le minimum de ses besoins alimentaires en épuisant les avoirs relatifs aux moyens d'existence, ce qui conduira à des déficits de consommation alimentaire.	Même avec l'aide humanitaire, au moins un ménage sur cinq dans la zone se trouve dans la situation suivante ou pire : des déficits alimentaires extrêmes, ce qui résulte en une malnutrition aiguë très élevée ou une mortalité excessive ; OU une perte extrême des avoirs relatifs aux moyens d'existence, ce qui entraînera des déficits de consommation alimentaire à court terme.	Même avec l'aide humanitaire, au moins un ménage sur cinq dans la zone a un déficit complet en alimentation et/ou autres besoins de base et est clairement exposé à l'inanition, à la mort et au dénuement. (À noter, les preuves pour les trois critères de consommation alimentaire, l'émaciation, et le TBM sont requises pour classer en famine).



Principaux résultats de l'analyse

Facteurs contributifs

Dangers et vulnérabilité : L'insécurité civile dans le Bassin du Lac Tchad et le Nord du Mali constitue le principal événement qui affecte la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans la région. On enregistre 2,25 millions de déplacés et réfugiés dans le Bassin du Lac Tchad (Nord-Est du Nigeria, Est du Niger (Diffa), régions du Lac, sud et Est au Tchad) principalement à cause du conflit au Nord Nigeria. La crise au Nord Mali continue d'empêcher le retour des populations déplacées dans le pays et de celles réfugiées au Niger, Burkina Faso et Mauritanie. Au total l'Afrique de l'Ouest compte près de 4,1 millions de personnes déplacées et réfugiées dus à différents conflits et instabilité sécuritaire dans la Région et aux frontières de la Région. Par ailleurs, de fortes inondations ont eu lieu au Niger, au Sénégal et au Mali affectant quelques périmètres de récoltes et dégradant des habitats. En plus, l'apparition de criquets pèlerins dans certaines zones de la Mauritanie demeure une menace pour les cultures de décrue et de contre saison. A cela, s'ajoute l'épidémie de la fièvre de la vallée du Rift au Niger qui affaiblit déjà les moyens d'existence des éleveurs touchés et qui risquerait de s'aggraver avec des pertes en vies humaines.

Disponibilité alimentaire : Les disponibilités alimentaires sont satisfaisantes dans la région au vu des bonnes perspectives de production attendues. Elles sont renforcées par les stocks résiduels des ménages et du marché international. Toutefois, des baisses de production pourraient être enregistrées dans les régions littorales des pays du Golfe de Guinée, le centre et le Nord du Sénégal, le centre-ouest du Mali, l'ouest du Niger, l'est du Tchad. Dans les zones de conflits, les disponibilités alimentaires pourraient être affectées en raison du mauvais fonctionnement des marchés.

Disponibilité des pâturages et embonpoint des animaux : les conditions d'alimentation du bétail sont satisfaisantes en raison des bonnes disponibilités des pâturages et des points d'eau dans les principales zones agropastorales et pastorales exceptées le Sud et l'Est de la Mauritanie, le Nord du Sénégal, centre-ouest du Mali, le nord du Burkina Faso, le nord-ouest du Niger et l'Est du Tchad. Par ailleurs, les résidus des récoltes renforcent les disponibilités alimentaires du bétail.

Accessibilité alimentaire : L'accès à l'alimentation est favorisé par les récoltes en cours. Aussi, les prix des denrées alimentaires sont globalement stables malgré des hausses localisées sur certains marchés du Nigeria, du Ghana, du Liberia, en Mauritanie et en Sierra Leone. Par ailleurs, les populations les plus vulnérables notamment les ménages pauvres et les personnes déplacées et réfugiées demeureront dépendantes des marchés et de l'assistance humanitaire.

Utilisation : La situation nutritionnelle reste toujours préoccupante : L'accès aux soins de santé, les conditions d'hygiène, eau et assainissement couplés aux différents problèmes d'accès, disponibilité et stabilité alimentaire ainsi que d'insécurité civile laissent une situation nutritionnelle toujours préoccupante dans l'ensemble eut égard aux prévalences de la MAG au-dessus du seuil d'alerte dans plusieurs régions au Mali, au Niger, au Tchad et au Burkina Faso, et au-dessus du seuil d'urgence au Tchad et au Nigéria. La situation nutritionnelle au Nigéria est, particulièrement critique au Nord-Est dans les camps où les prévalences de MAG sont de 24,9%. Il existe également une forte pression des maladies (diarrhée, paludisme, infections respiratoires..) impactant négativement la situation nutritionnelle des enfants de moins de 5 ans.

Identification des zones par phase d'insécurité alimentaire et nutritionnelle

Au total 571 zones ont été couvertes par le cycle d'analyse dans l'ensemble des 17 pays de la région du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest. Toutefois, 20 zones n'ont pas été analysées d'une part par manque de données fiables et d'autre part du fait que le processus du Cadre Harmonisé n'a pas encore couvert certaines zones notamment au Nigéria. Le tableau suivant résume la classification des différentes zones par phase de sévérité de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.

Tableau 1 : Résultat d'identification des zones par phase

Période	nombre de zones classées par phase de sévérité					
	Total zones	Non analysé	Ph1	Ph2	Ph3	Ph4
Courante	571	22	399	140	9	3
Projetée	571	20	280	228	40	3

Pour la situation **courante (octobre-novembre 2016)**, aucune zone n'a été identifiée en situation de famine (phase 5) dans l'ensemble de la Région. Cependant trois zones ont été classées en urgence (Phase 4) précisément au Nigéria. Il s'agit de deux zones dans l'Etat de Borno (Zones sénatoriales centrale et nord) et la zone sénatoriale Est dans l'Etat de Yobe. Aussi, sept zones ont été identifiées en situation de crise (Phase 3), deux dans la région de Diffa (Bosso et N'Guigmi) au Niger et cinq au Nigéria. Il s'agit de la zone sénatoriale Sud de Borno, zone Nord de Yobé et les zones de Madagali, Michika et Nord d'Adamawa. Un total de cent quarante (140) zones sont en sous pression (phase 2) dont neuf (9) au Bénin, quatre (4) au Cap Vert, deux (2) en Gambie, un (1) au Ghana, sept (7) en Guinée, cinq (5) en Guinée Bissau, six (6) au Libéria, sept (7) au Mali, dix-neuf (19) au Niger, Seize (16) au Nigéria, vingt-deux (22) au Sénégal, trois (3) en Sierra Léone, vingt-quatre (24) au Tchad et quinze (15) au Togo.

Pour la période **projetée (juin- août 2017)** : aucune zone n'a été classifiée en situation de famine. Les trois zones en urgence au Nigéria se maintiendraient dans la même phase. Quarante zones pourraient basculer en crise :

- Seize (16) zones au **Tchad** : les départements de Bar-El-Gazal Sud, Nord et Ouest, Nord-Kanem, Kanem, Guera, Magalmé, Abtouyour, Mandi, Fouli, Kaya, Wayi, Assango, Megri, Kobé et Moutcha.
- Dix (10) au **Nigeria** : Madagali, Michika et Nord dans l'Etat d'Adamawa, la zone Sud de Borno, toutes les trois zones de l'Etat de Kebbi, la zone centrale de l'Etat de Plateau, les zones Sud et Nord de l'Etat de Yobe
- Sept (7) au **Sénégal** : les départements de Matam, Ranérou, Kanel, Louga, Kébémér, Tambacounda, Goudiry
- Cinq (5) au **Niger** : les départements de Mayahi, Bosso, N'Gourti, N'Guigmi et Banibangou
- Deux (2) en **Mauritanie** : les Wilayas de Hodth-Chargui et Assaba).

Un total de 228 zones sont en sous pression (phase 2) dont quinze (15) au Bénin, vingt-un (21) au Burkina Faso, quatre (4) en Gambie, un (1) au Ghana, douze (12) en Guinée, cinq (5) en Guinée Bissau, six (6) au Libéria, dix-huit (18) au Mali, sept (7) en Mauritanie, trente-quatre (34) au Niger, vingt-six (26) au Nigéria, trente-trois (33) au Sénégal, quatre (4) en Sierra Léone, vingt-neuf (29) au Tchad et treize (13) au Togo.

Estimation des populations en insécurité alimentaire :

Pendant la période d'octobre à décembre 2016, 55 000 personnes ont été identifiées en situation de famine localisées dans l'Etat de Borno au Nigéria. Ces populations pourraient atteindre **121 000 personnes** au cours la prochaine soudure (Juin-août 2017). L'essentiel de ces populations est localisé dans les zones de forte instabilité sécuritaire et dans certains camps de déplacés internes où les réponses humanitaires sont très insuffisantes.

L'insécurité alimentaire et nutritionnelle de **phase 4 (urgence)** touche environ **1,9 millions de personnes** dont 1,8 million de personnes au Nigéria, 5 000 personnes au Niger et 1 500 personnes au Libéria. Ces populations sont situées dans les zones ayant un fort déficit de consommation alimentaire, une détérioration des moyens d'existence et une malnutrition aigüe élevée. **La situation d'urgence alimentaire et nutritionnelle pourrait toucher plus 2,2 millions de personnes au cours de la soudure 2017.**

En outre, plus de 8,8 millions de personnes ont été identifiées en crise entre octobre et décembre 2016 dans l'ensemble des 17 pays. Ce chiffre peut évoluer à plus 13,3 millions de personnes pendant la prochaine soudure à cause de la probable dégradation des conditions de consommation alimentaire, de l'érosion des moyens d'existence et la récurrente situation de malnutrition affectant les enfants de moins de cinq. L'insécurité civile au Nord du Nigéria et du Mali pourrait également exacerber la détérioration de la situation alimentaire et nutritionnelle si des mesures susceptibles de stabiliser les zones touchées ne sont pas renforcées.

Au total 37, 1 millions de personnes restent en insécurité alimentaire et nutritionnelle sous pression (phase 2). Ce niveau d'insécurité alimentaire toucherait 47,4 millions de personnes entre Juin et août 2017. Les populations en phase sous pression d'insécurité alimentaire et nutritionnelle sont réparties dans l'ensemble des 17 pays. Le tableau 2 présente le détail sur la répartition des populations par phase de sévérité de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, par pays.

Tableau 2 : Estimation des populations en insécurité alimentaire dans les pays du Sahel et les pays du golfe de Guinée en situation courante (Octobre-Novembre 2016) et projetée (juin-août 2017).

Pays	Population des zones analysées	Octobre – décembre 2016			Juin – août 2017		
		Phase 1	Phase 2	Phase 3 à 5	Phase 1	Phase 2	Phase 3 à 5
Bénin	11 165 958	9 749 612	1 380 486	35 860	9 745 393	1 402 032	18 534
Burkina Faso	19 530 672	18 471 280	906 129	153 262	16 870 930	2 446 812	212 930
Cap Vert	398 593	336 013	54 519	7 767	345 431	48 559	4 310
Côte d'Ivoire	24 700 859						
Gambie	1 623 417	1 390 325	197 352	35 741	1 257 578	315 559	50 280
Ghana	28 308 301	25 920 340	2 096 990	290 971	25 528 354	2 492 371	287 576
Guinée	9 259 844	7 988 444	1 220 332	51 068	7 466 350	1 667 847	125 648
Guinée Bissau	1 142 909	821 057	255 649	66 203	872 398	226 317	44 194
Libéria	4 197 432	3 373 391	769 845	52 960	3 268 439	868 143	59 986
Mali	18 343 002	15 784 130	2 382 355	176 517	14 797 489	3 050 850	494 662
Mauritanie	3 735 019	3 124 618	491 550	118 851	2 432 051	859 471	443 497
Niger	18 044 597	15 223 535	2 494 365	326 697	13 947 664	3 347 067	748 694
Nigéria	91 969 254	65 326 124	18 562 054	8 081 076	58 200 200	22 881 701	10 887 352
Sénégal	11 907 105	9 416 177	2 145 879	345 049	7 918 959	3 106 781	881 365
Sierra Leone	6 369 763	5 415 164	795 597	159 003	5 124 725	1 005 660	239 379
Tchad	13 386 618	10 526 622	2 404 045	455 952	9 525 829	2 810 336	1 050 453
Togo	5 281 331	4 320 037	936 045	25 249	4 340 113	914 506	26 712
Total Région	269 364 674	197 186 868	37 093 193	10 382 225	181 641 903	47 444 014	15 575 570

**NB : l'analyse n'a pas été faite en Côte d'Ivoire par absence de données requises pour une analyse CH.*



Méthodologie et difficultés dans l'analyse

Le processus d'analyse du Cadre Harmonisé se base sur un cadre conceptuel et analytique bâti sur quatre indicateurs dits de « résultats de la sécurité alimentaire » (consommation alimentaire, état nutritionnel, évolution des moyens d'existence et mortalité) qui caractérisent directement l'état de sécurité alimentaire du ménage ou de la zone considérée ; et sur lesquels sont inférés les facteurs contributifs (dangers et vulnérabilité, disponibilité alimentaire, accessibilité alimentaire, utilisation et stabilité). Ce cadre analytique permet aux analystes de s'accorder sur les interactions entre les différents résultats de la sécurité alimentaire.

Les présents résultats sont issus des analyses nationales qui se sont déroulées dans les pays du golfe de Guinée du 10 au 14 octobre 2016, au Nigeria du 17 au 28 octobre 2016 et dans les pays du Sahel du 07 au 12 novembre 2016. Les analyses nationales ont été menées par les cadres nationaux avec la facilitation du CILSS et ses partenaires (PAM, FAO, FEWS NET, OXFAM, ACF, Save the children, GSU/IPC).

Dans les pays de Sahel et au Nigeria ces analyses se sont surtout basées sur les informations issues des enquêtes de sécurité alimentaire et vulnérabilité, les enquêtes nutritionnelles, les rapports d'évaluation de la campagne agropastorales, les rapports des différents services et agences impliqués dans le suivi de la situation alimentaire.

Dans les pays du Golfe de Guinée, les analyses se sont basées principalement sur les rapports d'évaluation de la campagne agropastorale 2016-17 et les rapports des différents services et agences impliqués dans le suivi de la situation alimentaire et nutritionnelle. En plus de ces rapports, le Libéria et la Guinée Bissau ont utilisé les résultats d'enquête sur la sécurité alimentaire et des enquêtes nutrition.

Les résultats de ces analyses nationales ont fait l'objet de validation et de consolidation par le Comité Technique du Cadre Harmonisé du 14 au 19 novembre 2016 à Cotonou (Benin). Cet exercice de consolidation a consisté d'abord à une présentation des résultats des analyses des pays par les différents facilitateurs. A la suite de chaque présentation, des observations et critiques objectives ont été émises par les membres du comité technique pour apprécier la qualité des résultats nationaux.

Il ressort de cette consolidation régionale qu'en matière de disponibilité de données pour l'analyse CH, il existe un gap entre les pays du Sahel et les pays du Golfe de Guinée. Ces derniers pays souffrent d'un problème lié à leur système d'information qui ne répond pas au moment opportun aux exigences des données requises lors des différents cycles CH.



Recommandations

Au terme des analyses, le comité technique a formulé les recommandations suivantes :

Aux Etats et à leurs partenaires

1. Assurer impérativement une assistance alimentaire d'urgence immédiate pour les populations en insécurité alimentaire et nutritionnelle (situation de famine, d'urgence et de crise) afin de sauver des vies humaines, empêcher l'aggravation de leur situation et éviter l'effondrement total de leurs moyens d'existence
2. Intensifier la prise en charge de la malnutrition et prévenir les décès chez les enfants de 0-5 ans, des femmes allaitantes dans les zones où les seuils d'alerte et d'urgence sont atteints.
3. Renforcer les actions de résilience pour protéger les moyens d'existences, et réduire les risques de catastrophes.

Au CILSS et aux partenaires financiers

1. Soutenir techniquement et financièrement les enquêtes agricoles et les dispositifs de suivi et d'évaluations de la sécurité alimentaire et nutritionnelle pour disposer en temps opportun des données nécessaires aux différents cycles des analyses Cadre Harmonisé.
2. Renforcer les capacités des acteurs nationaux et régionaux des cellules d'analyse pour une appropriation de l'outil Cadre Harmonisé et les analyses de la Sécurité alimentaire et nutritionnelle
3. Poursuivre et renforcer la mise en œuvre du Cadre Harmonisé dans les pays de la région, particulièrement au Nigéria
4. Appuyer la coordination de la mise en œuvre et du suivi-évaluation des actions humanitaires dans la région.



Contacts

M. Sy Martial TRAORE

Chef de Division Sécurité Alimentaire et Marché
Centre Régional AGRHYMET/CILSS
Tél. (227) 20 31 53 16 / GSM : (227) 98 15 78 82
E-mail : M.traore@agrhyment.ne

M. Issoufou BAOUA

Expert analyste en Sécurité alimentaire/Cadre Harmonisé
Centre Régional AGRHYMET/CILSS
Tél. (227) 20 31 53 16 / GSM : (227) 96 52 08 54
E-mail : i.baoua@agrhyment.ne

Partenaires Techniques



Partenaires Financiers

